Burundi : l'opposition menace de se retirer de tout le processus électoral

@rib News, 28/05/2010 â€“ Source AFPVendredi, douze formations d'opposition ont cette fois demandÃ© dans une "dÃ©claration" commune la dÃ©mission de la Commission Ã©lectorale burundaise (Ceni), accusÃ©e "d'incompÃ©tence" et de ne pas Ãªtre indÃ©pendante", selon le chef des FNL Agathon Rwasa "La Ceni n'est pas Ã la hauteur car soit elle est incompÃ©tente, soit elle est partielle. Dans les deux cas, il faut qu'elle dÃ©guerpisse", a martelÃ© M. Rwasa. "Sinon, nous allons tous nous retirer de tout le processus Ã©lectoral car nous ne voulons pas participer Ã une mascarade qui nous conduit au parti unique", a-t-il averti.

"Nous n'avons pas l'intention de basculer dans la violence. Nous sommes engagÃ©s politiquement et rien que politiquement", a assurÃ© l'ancien chef rebelle : "c'est plutÃ´t le CNDD-FDD qui use d'intimidations et de menaces contre nos membres", a-t-il affirmÃ©. L'opposition accuse notamment la Ceni de ne pas lui avoir encore donnÃ© accÃ>s aux procÃ>s-verbaux de l'Ã©lection, quatre jours aprÃ>s le scrutin. Elle affirme Ã©galement dÃ©tenir la preuve que des bulletins de vote ont Ã©tÃ© imprimÃ©s par une sociÃ©tÃ© burundaise alors que la Ceni "affirmait jusqu'ici que les bulletins de vote avaient Ã©tÃ© fabriquÃ©s Ã l'Ã©tranger". Ces accusations contredisent cependant les conclusions des observateurs de l'Union europÃ©enne (UE), qui ont saluÃ© le "bon dÃ©roulement" d'un scrutin "de maniÃ©re gÃ©nÃ©rale en accord avec les normes internationales en matiÃ©re d'Ã©lections dÃ©mocratiques". Selon des rÃ©sultats complets et provisoires annoncÃ©s vendredi par la Ceni, le parti au pouvoir CNDD-FDD du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, qui dirige le pays depuis 2005, a recueilli 64,03% des voix aux Ã©lections communales. Ces chiffres officiels viennent confirmer les premiÃ©res tendances annoncÃ©es au lendemain du scrutin, qui ont dÃ©clenchÃ© l'ire de l'opposition. DÃ>s le lendemain des opÃ©rations de vote, retardÃ©es de trois jours en raisons de "difficultÃ©s logistiques", huit partis d'opposition avaient dÃ©noncÃ© des "fraudes massives orchestrÃ©es" par le CNDD-FDD. Ces partis avaient rÃ©clamÃ© l'annulation du scrutin et demandÃ© Ã la Ceni de nouvelles Ã©lections communales couplÃ©es avec la prÃ©sidentielle du 28 juin.